

**Iran - Réponse de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à une question  
au gouvernement à l'Assemblée  
nationale**  
(Paris, 16 mai 2018)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Effectivement le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire a d'abord des conséquences sur la stabilité régionale et sur l'intégrité du régime de non-prolifération, mais aussi potentiellement des conséquences majeures pour un certain nombre d'entreprises françaises et européennes. Cette décision est une erreur et il est clair que nous ne voulons pas que les entreprises françaises et européennes en paient le prix. Les intérêts français sont réels dans l'automobile, dans l'aéronautique et aussi dans le secteur agro-alimentaire.

Avec Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire, nous avons hier réuni ces entreprises avec lesquelles nous sommes en dialogue permanent, pour pouvoir gérer cette situation. Ce qui est notamment en cause, c'est la dimension extraterritoriale des sanctions américaines, qui est d'autant plus insupportable, qu'elles sont en application d'une décision que nous ne partageons pas et que nous regrettons.

L'action de la France avec l'Europe portera sur plusieurs points : d'une part, s'assurer que nous allons moderniser la loi de blocage qui date de 1996 et qui est un outil européen. Deuxièmement, travailler également à des canaux de financement qui soient étanches et troisièmement, peut-être aussi mettre en place des institutions du type de l'OFAC qui, aux Etats-Unis, donne des licences pour des produits qui sont parfois européens.

Nous aussi nous devons nous doter d'une véritable souveraineté économique. C'est un moment de vérité pour l'Union européenne, soyons très clairs, et ce sera ce soir à l'ordre du jour du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement. Je crois que nous devons faire mentir Kundera qui disait : "qu'est-ce qu'un Européen ? C'est quelqu'un qui a la nostalgie de l'Europe". Nous avons la foi en l'Europe et aujourd'hui, il est l'heure pour l'Europe d'affirmer clairement sa souveraineté./.